

Le Forum social décentralisé de Caracas : l'Amérique latine rentre en scène

Dorval Brunelle *

Il avait été convenu, au sortir du Forum social mondial (FSM) de 2005 à Porto Alegre, au Brésil, que la sixième édition de l'événement aurait lieu, comme les fois précédentes, en même temps que la trente-sixième édition du Forum économique mondial (FEM) de Davos à la fin janvier, mais dans trois villes sises dans trois continents différents, à savoir Bamako, au Mali, Caracas, au Venezuela et Karachi, au Pakistan. De plus, il avait été décidé de tenir en même temps à Caracas le deuxième Forum social des Amériques (FSA II). Cependant, à Caracas, comme le laisse entendre le titre de la présente chronique, la superposition des deux forums a surtout favorisé le repositionnement de Amérique latine à l'échelle continentale¹.

L'idée de recourir à la décentralisation du FSM pour 2006 a été dictée par les circonstances et, plus précisément, par les délais requis pour l'organisation d'un FSM en Afrique². Depuis quelque temps déjà, le Comité international (CI)

du FSM avait proposé d'alterner entre les continents. Ainsi, après trois ans à Porto Alegre (2001, 2002 et 2003), il avait été convenu de tenir le FSM IV à Mumbai, en Inde, en 2004. Par la suite, après un retour à Porto Alegre en 2005, le forum aurait dû se déplacer en Afrique en 2006. Mais la chose n'a pas été possible et les organisateurs de l'événement ont demandé un report à 2007. C'est donc pour occuper cet intervalle sans devoir revenir sur le principe de l'alternance que le CI a décidé d'organiser un forum polycentrique en 2006. Et si, au départ, ces trois forums devaient avoir lieu en même temps que la trente-sixième édition du FEM, là encore cela n'a pas été possible, essentiellement à cause du tremblement de terre du 8 octobre dernier, qui affecté plus de 4 millions de personnes au Pakistan. Cette catastrophe a donc forcé le déplacement du forum de Karachi au mois de mars. Par la suite, pour des raisons de logistique et pour faciliter la circulation d'un forum à l'autre, il a été décidé de décaler les deux autres, de sorte que le forum de Bamako s'est tenu du 18 au 23 janvier, immédiatement avant celui de Caracas qui a eu lieu du 24 au 29 janvier.

La conséquence première de tous ces réajustements est que le forum polycentrique n'a pas vraiment eu lieu, d'une part, et que l'opposition au FEM s'en est trouvée considérablement diluée, d'autre part. En effet, sans parler du FSM de Karachi, on a bel et bien

* Directeur de l'Observatoire des Amériques. Professeur titulaire au Département de Sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

¹ Le titre est emprunté à Tibor Mende, auteur de *L'Amérique latine entre en scène*, Paris, Éditions du Seuil, 1953. Autant l'entrée en scène de l'Amérique latine était marquée du sceau de l'optimisme au lendemain de la Deuxième Guerre, autant la rentrée actuelle s'inscrit dans un contexte plus trouble.

² Voir Pierre Beaudet, *Le Forum social 2006 : nouvelles étapes*, Alternatives, 14 octobre 2005. En ligne : www.alternatives.ca/article2111.html

eu affaire à deux forums parallèles qui ont été tous deux éclipsés par le FEM dans les médias. D'ailleurs, en partie à cause des raisons déjà indiquées, et pour d'autres qui seront fournies ci-après, le positionnement du FSM face au FEM n'a pas vraiment fonctionné³. Cependant, avant de traiter du FSM de Caracas, nous allons dire quelques mots sur celui de Bamako.

Les retombées de Bamako : l'Appel de Bamako

Contrairement à ce qui s'est passé pour le FSM décentralisé de Caracas, qui s'est tenu en même temps que le deuxième Forum social des Amériques, le FSM décentralisé de Bamako n'a pas eu lieu en même temps que le Forum social africain pour la simple raison que celui-ci venait tout juste de se tenir le mois précédent⁴. Par ailleurs, la tenue d'un FSM décentralisé devait servir de rampe de lancement à celle d'un FSM en bonne et due forme à Nairobi au Kenya, en 2007, un peu comme le premier Forum social asiatique tenu à Hyderabad, en Inde, en 2002, avait servi de préliminaire à la convocation du FSM à Mumbai, deux ans plus tard. En ce sens, les organisateurs du forum de Bamako assumaient une lourde responsabilité en prenant en charge la tenue d'un FSM, fut-il décentralisé, aussi tôt après l'organisation du quatrième Forum social africain. Or si le nombre des participants a été inférieur à celui qui était prévu, il convient de souligner que le chiffre total

atteint, environ 10 000⁵, constitue tout de même un score important dans les circonstances⁶.

Le FSM était organisé autour de dix thèmes qui ont compté une trentaine de panels et autres tables rondes chacun, soit environ 300 rencontres au total⁷. Africains et Maliens ont été responsables de l'organisation d'environ 50% de ces événements, les autres étant organisés surtout par des organisations d'Europe, avec une présence importante des organisations françaises. D'ailleurs, à partir des données disponibles, il semble que le français ait nettement dominé dans les échanges, suivi de l'anglais, tous deux loin devant le bambara et l'arabe. Cependant, il convient de noter que ces moyennes ne rendent pas compte des variations importantes selon les thèmes, puisque certains d'entre eux, comme la question agraire et les sociétés paysannes, ont rassemblé un fort contingent d'organisations africaines et maliennes.

Dans la foulée des événements tragiques survenus en 2005 à la Ceuta et ailleurs en Afrique du Nord, le FSM polycentrique de Bamako s'est terminé par la diffusion de l'Appel de Bamako pour le respect et la dignité de migrants, dont le texte liminaire dit ceci :

- Le Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako s'inscrit dans le processus de

³ Encore que le FSM polycentrique de Bamako ait été vu par plusieurs comme le contre-sommet du 23^{ème} Sommet Afrique-France qui s'était tenu le mois précédent à Bamako. Ce Sommet avait regroupé une soixantaine de Chefs d'Etat et de Chefs de délégation, et près de trois mille personnes, les 3 et 4 décembre 2005, au Palais des Congrès de Bamako. Comme les précédentes rencontres, le 23^{ème} Sommet devait être marqué par des débats informels centrés sur un thème principal. Le thème retenu était «La jeunesse africaine, sa vitalité, sa créativité, ses aspirations ».

D'autres activités, dont le Forum des Jeunes, avaient eu lieu en marge du Sommet.

Voir, en ligne : <http://www.afriquefrance2005.org/cgi-bin/index.pl>

⁴ L'Afrique en est à son quatrième Forum social africain. Le premier avait été convoqué en janvier 2002, à Bamako justement, et il avait réuni 200 organisations issues de 43 pays. Les deux, trois et quatrième FSA ont été tenus successivement à Addis Abéba, en Éthiopie, en janvier 2003, à Lusaka en Zambie, en 2004 et à Conakry en République de Guinée, en décembre 2005. Plusieurs autres forums ont eu lieu en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne. Ainsi, la deuxième édition du Forum social ouest-africain s'est tenue à Cotonou au Bénin, en septembre 2005, tandis qu'un forum nord-africain avait lieu au Maroc en même temps que le FSM de Bamako.

⁵ Dans une entrevue accordée au Carrefour international de la presse universitaire francophone, François Houtard situe le nombre total entre 15 et 20 000.

En ligne : www.delitfrancais.com/view.php?aid=218

⁶ Notons à ce propos que les droits d'entrée avaient été ajustés de manière à favoriser la participation des Africains et des ressortissants des pays du Sud. Ils étaient de deux euros pour les individus, de 5 euros pour les organisations d'Afrique et autres pays du Sud, et de 50 euros pour les organisations panafricaines, tandis que les droits pour les individus hors Afrique et hors autres pays du Sud étaient de 25 euros et de 150 euros pour les organisations y compris les organisations internationales.

⁷ Les dix thèmes en question étaient : (i) Guerre et militarisation, sécurité et paix; (ii) Libéralisme mondialisé : apartheid à l'échelle mondiale et paupérisation; (iii) Agressions contre les sociétés paysannes; (iv) Alliance entre le Patriarcat et le néolibéralisme et marginalisation des luttes des femmes; (v) Culture, médias et communication : critique et reconstruction; (vi) Destruction des écosystèmes, diversité biologique et contrôle des ressources; (vii) L'ordre international : hégémonie des puissants ; droit international privatisé ; Institutions financières internationales et néo colonialisme; (viii) Commerce international, dette et politiques économiques et sociales; (ix) Lutte sociales, droits sociaux et humains, organisations sociales et droits politiques; (x) Alternatives : conditions pour un progrès social, des avancées démocratiques et la réhabilitation de la souveraineté des peuples.

- construction d'une alternative aux politiques néo-libérales.
- Au nom de la lutte contre l'immigration clandestine, les gouvernements mettent en œuvre une politique de répression et d'externalisation aux frontières de pays riches, à travers des camps, des refoulements, des expulsions, et de la sélection de la force de travail. Ces politiques conduisent en particulier aux drames de Ceuta et Melilla et du Caire, aux morts du désert, de la Méditerranée ou du Rio Grande.
 - Nous proposons de construire au niveau international une alliance solidaire des sociétés civiles, des ONG, des mouvements sociaux et des associations contre ces politiques meurtrières.
 - De Bamako à Nairobi, nous proposons une année de mobilisation internationale pour le droit de toute personne à circuler librement dans le monde et à décider de son propre avenir⁸.

Le contexte du FSM de Caracas et les deux forums

À l'instar des précédents forums tenus à Porto Alegre, le FSM polycentrique de Caracas a accueilli plusieurs forums parallèles et, parmi ceux-ci, à part le deuxième FSA, nous pouvons mentionner le Forum social des jeunes (*Foro de la Infancia*), le quatrième Forum social de l'éducation, le cinquième Forum social syndical, le sixième Forum des autorités locales, de même qu'un Forum social alternatif⁹. De plus, comme à Porto Alegre également, le FSM a compté cette fois encore avec un Campement des jeunes.

⁸ On trouvera le texte complet de l'appel en annexe.

Voir, en ligne :

http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=7671

⁹ Ce Forum social alternatif avait été convoqué essentiellement pour discuter de « thèmes mineurs » (*agendas menores*) qui ne faisaient pas partie du programme officiel du FSM. L'initiative visait à reconstruire les réseaux et les alliances entre mouvements sociaux d'Amérique latine à partir d'une vision différente du pouvoir politique et de son discours *homogénéisateur*. Le forum en question avait été convoqué par les organisations suivantes : *Amigransa*, *Organisation Nelson Garrido*, *Ruptura Tercer Camino*, *Soberania.org*, le journal libertaire *El Libertario*, et *Ateneo Libertario Dispupui* du Portugal. Il ne s'agissait pas, selon les organisateurs, de concurrencer le FSM qui, à leurs yeux, défend « une vision valable » (*una vision valida*). Voir : Lisseth Boon, « ONG alternativas en Caracas montaran encuentro paralelo », *ELPAIS*, 24 janvier 2006, p. 12.

Les organisateurs avaient retenu six grands thèmes et deux axes transversaux, à savoir : (i) communication, culture et éducation : dynamiques et alternatives pour la démocratisation; (ii) diversités, identités et cosmovisions en mouvement; (iii) stratégies impérialistes et résistance des peuples; (iv) pouvoir, politique et luttes pour l'émancipation sociale; (v) ressources et droits pour la vie : alternatives au modèle prédateur de civilisation; (vi) travail, exploitation et marchandisation de la vie. Quant aux deux axes transversaux, c'étaient les mêmes qui avaient été adoptés en 2002 dans le cadre du processus du forum, à savoir *genre* et *diversité*¹⁰.

Cela dit, le programme du FSM était on ne peut plus chargé, avec environ 450 panels, tables rondes et autres rencontres par jour disséminées sur dix sites différents de la capitale. Cependant, aux inévitables problèmes et difficultés d'organisation¹¹, qui caractérisent toujours des événements de cette ampleur, sont venus s'ajouter cette fois des complications d'un autre ordre qui ont eu des répercussions sur la fréquentation du FSM, sur son positionnement et sur ce que certains ont interprété comme sa récupération.

Pour comprendre ces enjeux, il faut revenir sur le contexte politique à l'intérieur du Venezuela et sur la conjoncture dans les Amériques.

Le contexte politique est très tendu au Venezuela par les temps qui courent, une tension avivée par le fait que les Vénézuéliens seront appelés aux urnes à la fin de l'année 2006 pour élire leur président. La polarisation de l'opposition est en bonne partie imputable à la réforme lancée par le président, en 1998, qui s'est muée en « révolution bolivarienne » après le coup d'État raté de 2002. Cette révolution prend appui sur un

¹⁰ Le programme précisait le sens des axes dans les termes suivants : « La transversalité des axes a émis un important signal d'inclusion pour les mouvements de femmes-féministes, LGTE, afro, autochtones, ainsi que pour plusieurs autres. Jusqu'à maintenant, ils ont été des instruments efficaces et très utiles pour fortifier les visions et pratiques démocratiques au sein du FSM, pour stimuler la réflexion, l'autocritique et l'appropriation de sujets auparavant perçus comme étrangers ou sectoriels. Ce processus s'est renforcé avec l'adoption, en 2005, de la politique d'égalité, l'un des outils méthodologiques et politiques qui ont orienté l'organisation des Forums qui ont lieu en 2006 ». Voir : *Foro social mundial*, 24 au 30 janvier, Caracas, p. 12.

¹¹ Par exemple, l'inauguration par le maire de la capitale, Juan Barreto, a connu un retard de trois heures sur l'horaire prévu.

programme politique ambitieux qui comprend, outre une réforme agraire, « un plan de développement économique et social » qui prévoit atteindre « cinq équilibres » : économique, social, politique, territorial et international¹². Par exemple, le pilier économique repose sur « le développement de la démocratie économique en multipliant les activités autogérées », tandis que le pilier social vise « l'accès à tous aux droits sociaux »¹³.

Dans un contexte aussi polarisé, il aurait sans doute été utopique de penser que les organisateurs du FSM aient pu prendre leur pleine distance vis-à-vis du gouvernement hôte, une posture d'autant plus difficile à assumer que le gouvernement en question avait apporté une contribution financière importante à la tenue du FSM¹⁴. D'ailleurs, malgré les assurances des organisateurs, à l'effet que le FSM n'entretenait pas de préjugé favorable à l'endroit du président Hugo Chavez, la présence de banderoles marquées du logo du FSM VI sur lesquelles on pouvait lire : *El presidente Chavez le da la bienvenida a los hermanos del mundo* (le président Chavez souhaite la bienvenue aux frères du monde) témoignait du contraire¹⁵.

La première conséquence de ce rapprochement est que, pour le meilleur comme pour le pire, le FSM a été en partie instrumentalisé par le gouvernement, ainsi que par des organisations impliquées dans la « révolution bolivarienne ». Autant cette implication a pu être bénéfique et intéressante, dans la mesure où elle permettait de faire circuler l'information sur les nombreuses

initiatives et expériences sociales innovatrices en cours à la grandeur du Venezuela, autant cette implication a pu être pesante lors des interventions officielles et encombrante sur la voie publique. C'est ainsi que les interventions du maire de Caracas, Juan Barreto, ou celle de Freddy Bernal, maire de Libertador, lors de l'inauguration, ont essentiellement servi à mettre en valeur les réalisations du gouvernement, tout comme les voies publiques de circulation à l'intérieur des sites étaient encombrées par les représentations du président, tout à côté du *Che* d'ailleurs, sur les T-shirts, les bérets et autres macarons, sans compter les innombrables poupées à son effigie.

La deuxième conséquence de ce rapprochement est que le FSM n'a pas fait le plein de participants, essentiellement parce que plusieurs auraient choisi de se tenir à l'écart d'un événement qui avait été trop instrumentalisé à leurs yeux. Le résultat de cet état de choses est que, là où on s'attendait à recevoir environ 100 000, voire 150 000 participants selon les organisateurs au départ, le chiffre atteint a tourné autour de 80 000, selon les mêmes sources à l'arrivée. D'ailleurs, la présence d'au plus 20 000 manifestants à la marche d'ouverture a été décevante¹⁶.

Par ailleurs, il convient de noter que la polarisation n'affecte pas que le Venezuela, elle affecte l'ensemble des Amériques à l'heure actuelle. En effet, le quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des Amériques, tenu à Mar del Plata en Argentine, au mois de novembre 2005, n'a réussi qu'à creuser davantage le fossé qui séparait les trois partenaires à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de la plupart des pays de l'Amérique du Sud. Témoinne de cette cassure le fait que, depuis 2001, les gouvernements du Venezuela, du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et de la Bolivie sont passés à gauche, tandis que le Chili s'y maintenait. Bien sûr, cette convergence de surface ne doit surtout pas nous conduire à escamoter les profondes différences et divergences qui prévalent d'un cas à l'autre sur

¹² Voir : *Le Monde économie*, 24 janvier 2006, p. II.

¹³ Le pilier social repose sur la création de « missions » dont quatre sont consacrées à l'éducation. Une autre, la mission *Mercal*, offre aux foyers défavorisés une alimentation à des prix subventionnés, alors que la mission *Vivienda* vise la construction de logements et la mission *Barrio Adentro*, le développement d'une médecine de proximité. Voir : *Le monde économie*, *idem*. Pour plus de précisions sur ces missions, voir Pierre Beaudet, « Retour de Caracas : à la rencontre du mouvement populaire du Venezuela », *Chronique des Amériques*, février 2006.

En ligne : www.ameriques.uqam.ca

¹⁴ Le montant de cette contribution a été objet de controverses dans les journaux. Le gouvernement prétendait qu'il avait dépensé environ 100 000\$US. Mais aux yeux de l'opposition, cette somme était fort éloignée de la réalité, puisqu'elle ne prenait pas en compte tous les avantages accordés aux participants en termes de logement, de nourriture, de transport, comme l'accès gratuit au métro ou à l'aéroport, pour plusieurs milliers d'entre eux. Ils avançaient pour leur part une somme de plusieurs millions de dollars US.

¹⁵ Voir : *El Nacional*, 24 janvier 2006, p. A2.

¹⁶ Selon les données colligées par le FSM, le nombre total des participants a atteint 80 000, chiffre qui se décompose comme suit : participants individuels : 53 000; délégués d'organisations : 19 000; nombre d'organisations : 2 500; volontaires : 3 000; journalistes : 4 900. Le nombre total des activités fut de 2000, qui se décompose comme suit : axe 1 : 493; axe 2 : 314; axe 3 : 272; axe 4 : 132; axe 5 : 183, et axe 6 : 389.

Voir : www.forumsocialmundial.org.br

les plans politiques et économiques, différences et divergences que l'on retrouve dans la difficile articulation entre les projets d'intégration Sud-Sud, entre le Mercosur et l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), en particulier.

Cependant, le reflet le plus emblématique de cette polarisation a été, à part l'importance accordée aux enjeux Sud-Sud, celle accordée à l'impérialisme, mais surtout à l'impérialisme *yankee* et au rôle des États-Unis d'Amérique (EUA) dans les Amériques, un enjeu que nous tenterons d'expliquer plus loin. En ce sens, quand on regarde les nombreux thèmes abordés et la place occupée par les organisations issues des Amériques, il apparaît clairement que le Forum social des Amériques de Caracas a pris le dessus sur le FSM polycentrique¹⁷.

Les retombées du FSA de Caracas : Bolivar contre Monroe ?

Le forum de Caracas a eu d'importantes retombées en termes de *réseautage* et de renforcement des engagements sociaux et politiques des individus et des organisations, comme tous les forums précédents, mais une des retombées les plus originales est sans conteste son positionnement face à la politique et au politique. Ce positionnement n'est pas tant imputable à la proximité du forum avec les tenants et autres défenseurs de la « révolution bolivarienne », une proximité qui a tout au plus servi à faciliter les choses, mais il est surtout imputable à l'extension et à l'approfondissement des mobilisations à l'échelle des Amériques, d'une part, aux nombreuses avancées et percées au niveau politique, d'autre part. En ce sens, l'Amérique du Sud fait figure d'exception à l'échelle mondiale, grâce aux nombreux changements politiques survenus ces récentes années, qui ont conduit à un vaste déplacement vers la gauche sur l'échiquier politique régional. À son tour, ce déplacement porte deux

conséquences : *premièrement*, il induit une profonde coupure politique entre le Nord et l'Amérique centrale, d'un côté, et l'Amérique du Sud, de l'autre; *deuxièmement*, il attise les oppositions à l'intérieur des pays et, en particulier, au Venezuela et au Mexique, pour ne nommer que ces deux-là¹⁸.

La coupure entre le Nord et le Sud se répercute dans une foule de domaines et elle crée des tensions importantes au sein des grandes organisations interaméricaines, comme l'Alliance sociale continentale (ASC) et l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT), tensions qui ont émergé dans plusieurs rencontres lors du FSM-FSA de Caracas. Ces tensions sont toutes alimentées par la question de savoir s'il faut poursuivre sur la voie tracée ces dernières années et renforcer les alliances entre organisations de la société civile et syndicats à la grandeur des trois Amériques, ou s'il ne faudrait pas plutôt renforcer les alliances et les réseaux en Amérique latine uniquement. Si cette question avait pu être esquivée lors de la première Rencontre continentale de lutte contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à La Havane, en novembre 2001, rencontre convoquée quelques mois après la tenue, à l'instigation de l'ASC, du deuxième Sommet des peuples des Amériques dans la ville de Québec, en avril de la même année¹⁹, elle émerge petit à petit lors des rencontres subséquentes au fur et à mesure que la conjoncture politique évolue en sens opposé au Nord et au Sud. Cette évolution reflète le durcissement du rôle assumé par les EUA à l'échelle internationale au Moyen-Orient et en Irak, mais aussi en Colombie, en même temps que les déboires économiques consécutifs à la sanction des termes du Consensus de

¹⁷ Comme le montre la décomposition des activités proposées par pays : Brésil : 450; Venezuela : 400; Colombie : 150; Argentine : 120; EUA : 115; Cuba : 65; Équateur : 60; Canada : 40; France : 30; Espagne : 25; Chili : 25. Voir : www.forumsocialmundial.org.br

D'ailleurs, cette prépondérance était sans doute à la fois inévitable et souhaitable. C'est donc la notion de *polycentrisme* qui s'est avérée inopérante et qui devrait être prise à partie. Et si elle s'est avérée telle, c'est ou bien que ses concepteurs n'ont pas su la définir ni l'opérationnaliser, ou bien que ceux qui devaient y pourvoir ne l'ont pas fait ou s'y sont soustraits.

¹⁸ À ce propos, le Mexique représente un cas fort intéressant et révélateur, car il se trouve actuellement coincé entre ses nouvelles allégeances qui le portent à se tourner en direction du Nord, depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994, et ses allégeances historiques qui l'avaient conduit à jouer un rôle important en Amérique latine. Cette coupure apparaît désormais en plein jour au cours de la campagne électorale actuelle qui oppose deux partis *continentalistes*, d'un côté, et le Parti de la révolution démocratique (PRD) de l'autre, qui entend renouer avec la position historique du pays.

¹⁹ Voir : D. Brunelle, « La première Rencontre continentale de lutte contre la ZLEA et le Forum social mondial II de Porto Alegre », *Chronique des Amériques*, 21 janvier 2002. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

Washington en Argentine, au Pérou, en Bolivie ou en Équateur²⁰.

Si ces alliances entre le Nord et le Sud ont eu des effets utiles certains, surtout dans les luttes menées contre le projet de ZLEA, comme l'a montré avec éloquence la mobilisation lors du troisième Sommet des peuples des Amériques organisé en même temps que le quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement, en novembre 2005, il n'en reste pas moins que les luttes politiques les plus efficaces ont bel et bien eu lieu au Sud et non pas au Nord, comme en témoigne avec éloquence la réélection du président Bush en 2004.

Par ailleurs, la question de savoir si la stratégie de constituer des alliances à la grandeur des Amériques doit ou devrait prévaloir sur celle qui se contenterait d'opérer à la grandeur de l'Amérique latine surgit dans la foulée de la décision qui a été prise, au dernier congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) au Japon, en décembre 2004, de créer une nouvelle organisation syndicale internationale avec la Confédération mondiale du travail (CMT)²¹. Cet engagement oblige ainsi les deux organisations syndicales régionales, l'ORIT affiliée à la CISL, et la Confédération latino-américaine du Travail (CLAT) affiliée à la CMT, à mettre en œuvre la décision prise par leurs centrales respectives. L'enjeu est hautement délicat pour des raisons à la fois historiques et conjoncturelles. Au niveau historique, il faut se souvenir que, durant la Guerre froide, les positions politiques du plus important des affiliés de l'ORIT, l'AFL-CIO aux EUA, étaient alignées sur celles de Washington et, en conséquence, elles apportaient leur soutien aux dictatures. Ce parti-pris a eu la vie longue et il a ressurgi encore récemment quand le défunt secrétaire général de l'ORIT, Luis Anderson, au grand dam de ses propres membres par ailleurs, a salué le coup d'État perpétré contre le président Chavez, dans la nuit du 11 au 12 avril 2002. Il faut savoir à ce propos, au niveau conjoncturel maintenant, que les leaders du syndicat affilié à l'ORIT au Venezuela, la Centrale des travailleurs vénézuéliens (CTV), étaient impliqués aux côtés de leaders patronaux dans ce coup d'État qui a

porté Pedro Carmona, président d'une association de gens d'affaires, à la tête du gouvernement provisoire²². La création d'une fédération rivale à l'intérieur même de la CTV, la Force bolivarienne des travailleurs (FBT), en 2000, était en grande partie le résultat de ce genre de tactiques de la part d'une direction syndicale dominée par deux partis d'opposition, l'Action démocratique (AD) et le Parti social chrétien (COPEI).

Plusieurs n'ont pas manqué d'imputer les basses manœuvres de la CTV à l'AFL-CIO elle-même et, au-delà, au gouvernement des EUA, tout comme, pour citer un autre cas très litigieux, d'autres accusent les EUA de promouvoir en douce la séparation de l'État de Zulia de la République bolivarienne du Venezuela²³. Même si la revendication séparatiste de Zulia est déjà ancienne, il est clair que la guerre civile en Colombie et le Plan Colombie des EUA ont des répercussions de plus en plus importantes à la frontière entre les deux pays, et que l'une et l'autre affectent grandement les quatre États riverains d'Amazonas, d'Apure, de Tachira et de Zulia²⁴.

Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, celui de l'ASC et celui du rapprochement entre l'ORIT et la CLAT, les oppositions entre les deux approches, celle qui prône le maintien et le renforcement des liens entre organisations du Nord et organisations du Sud, d'un côté, celle qui prône le repositionnement des organisations autour des projets d'intégration en voie de réalisation en Amérique du Sud, de l'autre, ne sont ni figées ni fermées, loin de là. En clair, cela veut tout simplement dire que les débats sont toujours en cours et que les options sont encore ouvertes.

²² Voir, en ligne :

www.labornotes.org/archives/2002/05/b.html

²³ Voir, en ligne :

<http://www.rebellion.org/venezuela/031105zulia.htm>

L'État de Zulia revendique la séparation depuis le XIX^{ème} siècle, mais les enjeux ont changé depuis qu'on y a découvert d'importantes réserves de pétrole. Plusieurs craignent aujourd'hui que les EUA refassent le coup qu'ils ont fait à la Colombie au début du XX^{ème} siècle, quand ils ont soutenu l'indépendance du Panama.

Voir, en ligne :

<http://www.angelfire.com/va/paiszuliano/articulos/art010.htm>

Voir aussi : Luis Britto Garcia, «¿ Estado Libre Asociado del Zulia ?», Servicio Informativo Alai-amlatina, 27 février 2006. En ligne : <http://alainet.org>

²⁴ Voir, en ligne :

<http://www.nuevacolombia.de/Voz2/html/espaniol/plancolombia/plancolombia32.html>

²⁰ À quoi il faudrait ajouter leur durcissement à l'égard de Cuba qui a de profondes répercussions en Amérique latine.

²¹ Voir; Vincent Dagenais, «Les retombées de la création d'une nouvelle organisation syndicale internationale sur le mouvement syndical dans les Amériques», *Chronique des Amériques*, mars 2005. En ligne : www.ameriques.uqam.ca

Nous pouvons tirer deux courtes conclusions de ces faits, avant d'aller plus loin. La première conclusion nous fait voir à quel point la situation politique et militaire est volatile dans l'ancienne Grande Colombie aujourd'hui. La deuxième nous montre à quel point le maître mot d'*impérialisme* condense plusieurs critiques percutantes touchant aussi bien aux velléités de renversement de pouvoirs en place, à la prise de contrôle des grandes institutions économiques ou sociales, à l'appropriation des richesses naturelles, à la militarisation des frontières et à la fomentation du séparatisme. C'est pourquoi le positionnement anti-impérialiste a joué un rôle aussi important au FSA de Caracas. C'est pourquoi également l'appel du président Chavez, dans son discours de clôture, en faveur de la construction d'un « socialisme du XXI^{ème} siècle » a eu un écho beaucoup plus important en Amérique latine qu'ailleurs dans le monde.

Enfin, les deux derniers éléments que nous voudrions verser au dossier de la politisation du FSA concerne la Colombie et le Québec. Dans le premier cas, il convient de souligner la présence fort médiatisée au FSM-FSA de Caracas du pré-candidat de la gauche aux élections présidentielles, le sénateur Carlos Gaviria Diaz, candidat à la tête du Pôle démocratique alternatif (PDA), une coalition indépendante de partis de gauche, qui le dispute à l'ancien guérillero devenu sénateur, Antonio Navarro Wolf. Le vainqueur représentera la coalition de gauche aux élections présidentielles du mois de mai. Cette présence de Carlos Gaviria au FSA est révélatrice, parce qu'elle montre bien, encore une fois, à quel point le forum social est devenu une tribune politique importante, comme cela avait été le cas pour le candidat à la présidence du Brésil, Lula da Silva, en 2001, ou pour le président nouvellement réinstauré, Hugo Chavez, en 2003. Dans le second cas, il convient de mentionner l'intervention publique de Françoise David d'Option citoyenne sur la fusion des forces de la gauche au Québec et sur la tenue prochaine, les 3, 4 et 5 février 2006, du congrès de fondation d'un nouveau parti politique, le Parti Québec solidaire, né de la fusion entre Option citoyenne et l'Union des forces progressistes.

Ces deux initiatives viennent confirmer ce qui a été avancé plus tôt concernant l'instrumentation des forums sociaux en tant que passerelle ou

tremplin susceptible de renforcer la légitimité d'un éventuel passage à la politique.

Conclusion

Autant le FSM V avait été l'occasion, pour le mouvement citoyen mondial, d'opérer un retour sur soi afin de donner « un sens et une direction à son existence et à son action »²⁵, autant le forum de Caracas aura eu, quant à lui, deux retombées importantes. Au sujet de la première retombée, non seulement le FSM de Caracas, mais celui de Bamako également, ont tous deux montré que l'opposition au Forum économique mondial (FEM), qui avait été au départ une des principales raisons d'être et d'agir du mouvement altermondialiste, ne comptait plus parmi les objectifs centraux du FSM. En ce sens, les deux ont confirmé un repositionnement qui s'était produit progressivement au cours des précédents FSM, repositionnement qui a conduit les participants et leurs organisations à délaisser les postures oppositionnelles en faveur de la promotion d'alternatives politiques et sociales au modèle néo-libéral. Cela posé, le forum polycentrique de Caracas a eu, quant à lui, une autre retombée originale par sa profondeur et son étendue, qui a été l'importance de plus en plus grande qu'ont assumée les enjeux et les questions politiques tout au long du forum. La question qui demeure ouverte à ce propos est celle de savoir si cette reconversion a été essentiellement une reconversion liée à la conjoncture qui prévalait et qui prévaut encore dans les Amériques, et qui, en ce sens, aurait affecté surtout le FSA et l'Amérique du Sud, ou s'il s'agit bel et bien d'une reconversion qui emportera l'adhésion au sein de franges importantes de la mouvance du FSM lui-même. Bien sûr, il est encore trop tôt pour trancher, et il faudra attendre, au-delà du FSM polycentrique de Karachi, les retombées du FSM VII de Nairobi en 2007 pour le savoir.

²⁵ Voir D. Brunelle, « Le FSM V : le mouvement citoyen mondial en pause », *Chronique des Amériques*, février 2005. En ligne; www.ameriques.uqam.ca

Annexe : l'Appel de Bamako

Les propositions suivantes sont issues d'ateliers consacrés aux migrations lors du forum social polycentrique de Bamako :

1. Nous appelons à la création d'un réseau international d'échange d'informations et d'actions pour les droits de tous les migrants ;
2. Nous appelons à la mise en place d'un axe thématique « migrations » dans le processus de préparation de Nairobi 2007 ;
3. Nous proposons une journée mondiale de mobilisation qui pourrait se tenir dans les lieux symboles des frontières (aéroports, camps de détention, ambassades, etc.) contre le droit d'exception appliqué aux migrants, contre la politique de répression de l'émigration, pour la fermeture des camps et la liberté de circulation des personnes.

Le sommet euro-africain de Rabat, au printemps 2006, doit être la première étape de cette mobilisation.

Bamako, janvier 2006

Organisations signataires : Alternative Espaces Citoyens (Niger), Altro diritto (Italie), Amalipe Romano (Italie), AMDH (Maroc), ARCI (Italie), ATMF (France), Attac Maroc, CEAR (Espagne), CESDI (Italie), Chabaka des Associations du Nord (Maroc), CIMADE (France), Coordination Démocratique de la Société Civile Nigérienne (CDSCN), GISTI (France), IDD (Immigration développement Démocratie, France) IPAM (France), L'Apis (Italia), MIGREUROP, Pateras de la Vida (Maroc), Sincobas (Italie), Todo Cambia (Italie), Arcinsegna (Italie).

Source :

http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=7671

Et :

<http://www.gisti.org/doc/actions/2006/bamako/>

Annexe : l'Appel de Bamako

Les propositions suivantes sont issues d'ateliers consacrés aux migrations lors du forum social polycentrique de Bamako :

1. Nous appelons à la création d'un réseau international d'échange d'informations et d'actions pour les droits de tous les migrants ;
2. Nous appelons à la mise en place d'un axe thématique « migrations » dans le processus de préparation de Nairobi 2007 ;
3. Nous proposons une journée mondiale de mobilisation qui pourrait se tenir dans les lieux symboles des frontières (aéroports, camps de détention, ambassades, etc.) contre le droit d'exception appliqué aux migrants, contre la politique de répression de l'émigration, pour la fermeture des camps et la liberté de circulation des personnes.

Le sommet euro-africain de Rabat, au printemps 2006, doit être la première étape de cette mobilisation.

Bamako, janvier 2006

Organisations signataires : Alternative Espaces Citoyens (Niger), Altro diritto (Italie), Amalipe Romano (Italie), AMDH (Maroc), ARCI (Italie), ATMF (France), Attac Maroc, CEAR (Espagne), CESDI (Italie), Chabaka des Associations du Nord (Maroc), CIMADE (France), Coordination Démocratique de la Société Civile Nigérienne (CDSCN), GISTI (France), IDD (Immigration développement Démocratie, France) IPAM (France), L'Apis (Italia), MIGREUROPE, Pateras de la Vida (Maroc), Sincobas (Italie), Todo Cambia (Italie), Arcinsegna (Italie).

Source : http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=7671

Et : <http://www.gisti.org/doc/actions/2006/bamako/>